

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 19 juin 2018

**Objet** : Fixation du régime indemnitaire des fonctionnaires maintenus en surnombre et des fonctionnaires momentanément privés d'emploi

## DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Le mardi 19 juin deux mil dix-huit à onze heures, le Conseil d'administration du Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région d'Ile-de-France, dûment convoqué le 12 juin 2018, s'est réuni dans ses locaux 1, rue Lucienne Gérard à Pantin, sous la présidence de Monsieur Jacques Alain BENISTI.

Nombre d'administrateurs en exercice : 29

**Etaient présents** : Monsieur Jacques Alain BENISTI, Madame Sabrina ASSAYAG, Monsieur Fernand BERSON, Monsieur Jean-Luc CADDEDU, Monsieur Patrice CALMEJANE, Madame Christine CERRIGONE, Madame Catherine DESPRES, Monsieur Richard DOMPS, Monsieur Philippe LAUNAY, Monsieur Philippe LAURENT, Monsieur Hervé LIEVRE, Monsieur Yves PERREE, Monsieur Didier ROUSSEL, Madame Carole RUCKERT, Monsieur Saïd SADAoui, Monsieur Didier SEGAL-SAUREL, Monsieur André VEYSSIERE.

**Avaient donné procuration** : Monsieur Gérard LAMBERT à Madame Catherine DESPRES, Monsieur Frédéric MOLOSSI à Monsieur Saïd SADAoui, Monsieur Christophe PROVOT à Monsieur Philippe LAURENT.

**Etaient absents et excusés** : Madame Jeanne BECART, Madame Corinne CADAYS-DELHOME, Monsieur Didier DOUSSET, Madame Lamy KIROUANI, Monsieur Anthony MANGIN, Monsieur Philippe PEMEZEC, Madame Marie-Christine SEGUI, Madame Nadia SEISEN, Madame Sophie VALLY.

Assistaient également à la réunion : Mme Sylvie HUSSON, directrice générale, Mme Aurore BARTHEL directrice générale adjointe des affaires statutaires, juridiques et des organismes paritaires, Mme Sarah DELANDES, directrice générale adjointe de l'emploi, des concours, de la santé et de l'action sociale, M. Xavier BASTARD, Secrétaire général, M. Wilfrid GERBER, directeur de la communication, M. Marc JOINOVICI, représentant de la Trésorerie Principale des Etablissements Publics Locaux de Paris.



**Objet : Fixation du régime indemnitaire des fonctionnaires maintenus en surnombre et des fonctionnaires momentanément privés d'emploi**

Le Conseil d'administration,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment l'article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale, et notamment l'article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°68-929 du 24 octobre 1968 relatif à l'attribution de primes de service aux personnels des établissements nationaux de bienfaisance, des hôpitaux psychiatriques autonomes et des instituts nationaux des jeunes sourds et de jeunes aveugles,

Vu le décret n°73-964 du 11 octobre 1973 relatif à l'indemnité spéciale allouée aux médecins inspecteurs de santé publique, aux médecins de la santé publique et aux médecins contractuels de santé scolaire,

Vu le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves en faveur des personnels enseignants du second degré,

Vu le décret n°97-702 du 31 mai 1997 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois des agents de police municipale et du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu le décret n°2000-45 du 20 janvier 2000 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

Vu le décret n°2000-240 du 13 mars 2000 relatif à l'attribution d'une indemnité spéciale de sujétions à certains agents du ministère chargé de l'agriculture,

Vu le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu le décret n°2002-1443 du 9 décembre 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires attribuée aux fonctionnaires des corps de conseillers techniques d'éducation spécialisée et éducateurs spécialisés des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'institut national des jeunes aveugles,

Vu le décret n°2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement,

Vu le décret n°2004-1055 du 1<sup>er</sup> octobre 2004 portant attribution d'une indemnité de sujétions aux conseillers d'éducation populaire et de jeunesse relevant du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative,

Vu le décret n°2006-1335 du 3 novembre 2006 portant attribution d'une indemnité de risques et de sujétions spéciales à certains personnels de la protection judiciaire de la jeunesse,

Vu le décret n°2006-1397 du 17 novembre 2006 modifiant le régime indemnitaire des fonctionnaires des cadres d'emplois de garde champêtre, d'agent de police municipale, de chefs de service de police municipale et créant le régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois de directeur de police municipale,

Vu le décret n°2012-933 du 1<sup>er</sup> août 2012 relatif à l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats des personnels de direction des établissements d'enseignement ou de formation relevant du ministère chargé de l'éducation nationale,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 24 mars 1967 relatif aux conditions d'attribution de primes de service aux personnels de certains établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics,

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 1989 fixant les taux de l'indemnité spéciale attribuée aux médecins inspecteurs de la santé, aux médecins de la santé publique et aux médecins contractuels de santé scolaire,

Vu l'arrêté ministériel du 15 janvier 1993 fixant les taux de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves instituée en faveur des personnels enseignants du second degré,

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2002 fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu l'arrêté ministériel du 29 janvier 2002 portant application du décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité susceptible d'être allouée à certains fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication,

Vu l'arrêté ministériel du 29 janvier 2002 autorisant certains fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication à percevoir l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu l'arrêté ministériel du 25 février 2002 fixant la liste des corps de fonctionnaires relevant des ministères chargés de l'Education nationale et de l'enseignement supérieur en fonctions dans les services déconcentrés, les établissements publics locaux d'enseignement et les établissements publics relevant des ministères chargés de l'Education nationale et de l'enseignement supérieur éligibles à l'indemnité d'administration et de technicité en application du décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu l'arrêté ministériel du 6 décembre 2002 pris en application du décret n°2000-240 du 13 mars 2000 relatif à l'attribution d'une indemnité spéciale de sujétions à certains agents du ministère chargé de l'agriculture,

Vu l'arrêté ministériel du 9 décembre 2002 fixant les montants de l'indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires attribuée aux fonctionnaires des corps de conseillers techniques d'éducation spécialisée et éducateurs spécialisés des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut national des jeunes aveugles,

Vu l'arrêté ministériel du 25 août 2003 fixant les modalités d'application du décret n°2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement,

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 2004 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité en faveur de certains personnels du ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu l'arrêté ministériel du 27 mai 2005 fixant la liste des indemnités attribuées aux cadres de santé civils du ministère de la Défense,

Vu l'arrêté ministériel du 6 mars 2006 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité en faveur de certains personnels du ministère de la culture et de la communication,

Vu l'arrêté ministériel du 1er août 2006 fixant la liste des indemnités attribuées aux infirmiers civils de soins généraux du ministère de la défense,

Vu l'arrêté ministériel du 6 octobre 2010 fixant la liste des indemnités attribuées aux agents du corps des aides-soignants et des agents des services hospitaliers qualifiés civils du ministère de la défense,

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2010 fixant le taux de référence annuel de l'indemnité de sujétions allouée aux conseillers d'éducation populaire et de jeunesse,

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2011 fixant les corps et emplois bénéficiant de la prime de fonctions et de résultats,

Vu l'arrêté ministériel du 1er août 2012 fixant les montants de l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats des personnels de direction des établissements d'enseignement ou de formation relevant du ministère chargé de l'éducation nationale instituée par le décret n° 2012-933 du 1er août 2012,

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2013 fixant la liste des bénéficiaires et les montants de l'indemnité de risques et de sujétions spéciales attribuée à certains personnels de la protection judiciaire de la jeunesse,

Vu les arrêtés des 20 mai 2014, 3 juin 2015 et 19 mars 2015 pris pour l'application des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un RIFSEEP dans la fonction publique de l'État respectivement aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État, au corps interministériel des attachés d'administration de l'État, au corps des assistants de service social des administrations de l'État, et au corps des secrétaires administratifs des administrations de l'État,

Vu l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 27 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un RIFSEEP dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat ,

Vu l'arrêté ministériel du 16 juin 2017 modifiant l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un RIFSEEP dans la fonction publique de l'État,

Vu la délibération n°2013-24 du 10 juin 2013 modifiée par la délibération n° 2016-73 du 28 novembre 2016 portant fixation du régime indemnitaire des fonctionnaires maintenus en surnombre et des fonctionnaires momentanément privés d'emploi,  
Vu le budget du Centre Interdépartemental de gestion,

Considérant qu'il convient de revoir le régime indemnitaire applicable aux fonctionnaires en surnombre et aux fonctionnaires momentanément privés d'emploi (FMPE) pris en charge par le Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne, en particulier pour tenir compte de la nécessité d'instaurer le RIFSEEP (régime indemnitaire lié aux fonctions, sujétions, expertise et engagement professionnel) dans la fonction publique territoriale,

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1. Principes généraux**

Dès lors qu'ils effectuent des missions ou sont mis à disposition par voie de convention, les fonctionnaires maintenus en surnombre et les fonctionnaires momentanément privés d'emploi (FMPE) pris en charge par le Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne peuvent bénéficier du régime indemnitaire faisant l'objet de la présente délibération.

**Article 2. Indemnité d'administration et de technicité**

L'indemnité d'administration et de technicité est fixée sur la base ci-après :

| Fillières  | Grades  | Montants de référence annuels (en euros) | Coefficients maximum |
|------------|---|--|----------------------|
| Culturelle | Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques IB<380 | 592,22                                   | 3,04                 |
| Police     | Gardien   | 469,88                                   | 3,19                 |
|            | Brigadier   | 475,31                                   | 3,15                 |
|            | Brigadier chef principal  | 495,94                                   | 3,02                 |
|            | Chef de police municipale   | 492,98*                                  | 3,04*                |
|            | Garde champêtre chef  | 475,31                                   | 3,15                 |
|            | Garde champêtre chef principal                                      | 478,95*                                  | 3,13*                |

| Filières  | Grades   | Montants de référence annuels (en euros) | Coefficients maximum |
|-----------|--|--|----------------------|
| Technique | Adjoint technique des établissements d'enseignement                                      | 454,71                                   | 3,30                 |
|           | Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe des établissements d'enseignement | 475,31                                   | 3,15                 |
|           | Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe des établissements d'enseignement | 478,95*                                  | 3,13*                |

\* Montant indemnitaire antérieur maintenu en l'absence de montant de référence pour les grades relevant de la nouvelle échelle C3 et pour les grades en voie d'extinction. L'indemnité d'administration et de technicité est indexée sur la valeur du point en vigueur dans la fonction publique.

### **Article 3. Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires**

Dans l'attente de la transposition du RIFSEEP aux cadres d'emplois territoriaux concernés après parution des textes applicables dans la fonction publique d'Etat, l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires est maintenue sur la base ci-après :

| Filières   | Grades  | Montants de référence annuels (en euros) | Coefficients maximum |
|------------|---|--|----------------------|
| Culturelle | Attaché de conservation du patrimoine   | 1091,71<br>(2 <sup>ème</sup> catégorie)  | 2,75                 |
|            | Bibliothécaire  | 1091,71<br>(2 <sup>ème</sup> catégorie)  | 2,75                 |
|            | Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques IB > 380                             | 868,15<br>(3 <sup>ème</sup> catégorie)   | 2,08                 |
|            | Assistant de conservation principal de 2 <sup>ème</sup> classe du patrimoine et des bibliothèques | 868,15<br>(3 <sup>ème</sup> catégorie)   | 2,08                 |
|            | Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 1 <sup>ère</sup> classe | 868,15<br>(3 <sup>ème</sup> catégorie)   | 2,08                 |
|            | Professeur d'enseignement artistique de classe normale  | 1488,88<br>(1 <sup>ère</sup> catégorie)  | 2,02                 |
|            | Professeur d'enseignement artistique hors classe  | 1488,88<br>(1 <sup>ère</sup> catégorie)  | 2,02                 |

L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires est indexée sur la valeur du point en vigueur dans la fonction publique.

### **Article 4. Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires**

Dans l'attente de la parution des textes applicables dans la fonction publique d'Etat permettant la transposition du RIFSEEP au cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants territoriaux, l'indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires est fixée sur la base ci-après :

| Filière        | Grades                                | Montants de référence annuels (en euros) | Coefficients maximum |
|----------------|---------------------------------------|--|----------------------|
| Médico-sociale | Educateur de jeunes enfants           | 950                                      | 1,9                  |
|                | Educateur principal de jeunes enfants | 950                                      | 1,9                  |
|                | Educateur chef de jeunes enfants      | 1050                                     | 1,72                 |

**Prime de service de la filière médico-sociale**

**Article 5.**

La prime de service de la filière médico-sociale est fixée sur la base ci-après :

| Filière        | Grades  | Taux maximum (en pourcentage du traitement brut de l'agent au 31/12)* |
|----------------|---|---|
| Médico-sociale | Auxiliaire de soins de 1 <sup>ère</sup> classe                  | 9%  |
|                | Auxiliaire de soins principal de 2 <sup>ème</sup> classe        | 9%  |
|                | Auxiliaire de soins principal de 1 <sup>ère</sup> classe        | 9%  |
|                | Auxiliaire de puériculture de 1 <sup>ère</sup> classe           | 9%  |
|                | Auxiliaire de puériculture principal de 2 <sup>ème</sup> classe | 9%  |
|                | Auxiliaire de puériculture principal de 1 <sup>ère</sup> classe | 9%  |
|                | Infirmier de classe normale                                     | 10%   |
|                | Infirmier de classe supérieure                                  | 8%  |
| Médico-sociale | Infirmier en soins généraux de classe normale                   | 16%   |
|                | Infirmier en soins généraux de classe supérieure                | 16%   |
|                | Infirmier en soins généraux hors classe                         | 14%   |
|                | Puéricultrice de classe normale                                 | 16%   |
|                | Puéricultrice de classe supérieure                              | 13%   |
|                | Cadre de santé  | 15%   |
|                | Puéricultrice cadre de santé                                    | 15%   |

| Filière        | Grades                                 | Taux maximum<br>(en pourcentage du traitement brut<br>de l'agent au 31/12)* |
|----------------|--|---|
| Médico-sociale | Puéricultrice cadre supérieur de santé | 11%   |
|                | Sage femme de classe normale           | 16%   |
|                | Sage femme de classe supérieure        | 13%   |
|                | Sage femme de classe exceptionnelle    | 11%   |
|                | Moniteur éducateur                     | 11%   |

**\* dans la limite des crédits correspondant à 7,5% des traitements bruts des personnels concernés**

La prime de service de la filière médico-sociale est indexée sur la valeur du point en vigueur dans la fonction publique.

#### **Indemnité de risques et de sujétions spéciales des psychologues**

##### **Article 6.**

L'indemnité de risques et de sujétions spéciales est fixée sur la base ci-après :

| Filière        | Grades                        | Montants de<br>référence annuels<br>(en euros) | Coefficients<br>maximum |
|----------------|-------------------------------|--|-------------------------|
| Médico-sociale | Psychologue de classe normale | 3450   | 0,87                    |
|                | Psychologue hors classe       | 3450   | 0,87                    |

#### **Indemnité de sujétions des conseillers des activités physiques et sportives**

##### **Article 7.**

L'indemnité de sujétions est fixée sur la base ci-après :

| Filière  | Grades  | Montants de<br>référence annuels<br>(en euros) | Coefficients<br>maximum |
|----------|---|--|-------------------------|
| Sportive | Conseiller des activités physiques et sportives   | 4510   | 0,67                    |
|          | Conseiller principal de 2 <sup>ème</sup> classe<br>des activités physiques et sportives | 4510   | 0,67                    |
|          | Conseiller principal de 1 <sup>ère</sup> classe<br>des activités physiques et sportives | 4510   | 0,67                    |

## Indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats

### Article 8.

L'indemnité de sujétions est fixée sur la base ci-après :

| Filière    | Grades   | Part liée aux responsabilités et aux sujétions |                      | Part liée aux résultats de l'évaluation  |                      | Plafonds annuels globaux (en euros) |
|------------|--|--|----------------------|--|----------------------|-------------------------------------|
|            |  | Montants annuels de référence (en euros)       | Coefficients maximum | Montants annuels de référence (en euros) | Coefficients maximum |                                     |
| Culturelle | Directeur d'établissements d'enseignement artistique de 2 <sup>ème</sup> catégorie | 3450   | 0,8                  | 600                                      | 0,4                  | 3000                                |
|            | Directeur d'établissements d'enseignement artistique de 1 <sup>ère</sup> catégorie | 3450   | 0,8                  | 600                                      | 0,4                  | 3000                                |

## Indemnité spécifique de service

### Article 9.

L'indemnité spécifique de service est fixée sur la base ci-après :

| Filière   | Grades  | Montants de référence annuels (en euros) | Coefficients de grade | Coefficients de modulation individuelle maximum |
|-----------|---|--|-----------------------|---|
| Technique | Technicien                                      | 361,90                                   | 10                    | 0,50  |
|           | Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe | 361,90                                   | 16                    | 0,32  |
|           | Technicien principal de 1 <sup>ère</sup> classe | 361,90                                   | 18                    | 0,28  |
|           | Ingénieur                                       | 361,90                                   | 25                    | 0,47  |
|           | Ingénieur principal                             | 361,90                                   | 42                    | 0,28  |



### Indemnité de suivi et d'orientation des élèves

#### **Article 10.**

L'indemnité de suivi et d'orientation des élèves est fixée sur la base ci-après :

| Filière    | Grades   | Montants maximum annuels de la part fixe (en euros) | Montants maximum annuels de la part modulable (en euros) |
|------------|--|---|--|
| Culturelle | Assistant d'enseignement artistique                                      | 1199,16   | 1408,92  |
|            | Assistant d'enseignement artistique principal de 2 <sup>ème</sup> classe | 1199,16   | 1408,92  |
|            | Assistant d'enseignement artistique principal de 1 <sup>ère</sup> classe | 1199,16   | 1408,92  |
|            | Professeur d'enseignement artistique de classe normale                   | 1199,16   | 1408,92  |
|            | Professeur d'enseignement artistique hors classe                         | 1199,16   | 1408,92  |

L'indemnité de suivi et d'orientation des élèves est indexée sur la valeur du point en vigueur dans la fonction publique.

### Indemnité spéciale de fonctions des chefs de service de police municipale

#### **Article 11.**

L'indemnité spéciale de fonctions des chefs de service de police municipale est fixée sur la base ci-après :

| Filière | Grades  | Pourcentage maximal du traitement |
|---------|---|-----------------------------------|
| Police  | Chef de service de police municipale                                      | 11%                               |
|         | Chef de service de police municipale principal de 2 <sup>ème</sup> classe | 10%                               |
|         | Chef de service de police municipale principal de 1 <sup>ère</sup> classe | 9%                                |

L'indemnité spéciale de fonctions des chefs de service de police municipale est indexée sur la valeur du point en vigueur dans la fonction publique.

### Indemnité spéciale de fonctions des directeurs de police municipale

#### **Article 12.**

L'indemnité spéciale de fonctions des directeurs de police municipale est fixée sur la base ci-après :

| Filière | Grades                         | Montant maximal annuel de la part fixe (en euros) | Pourcentage maximal du traitement (part variable) |
|---------|--------------------------------|---|---|
| Police  | Directeur de police municipale | 2500  | 4%  |

L'indemnité spéciale de fonctions des directeurs de police est indexée sur la valeur du point en vigueur dans la fonction publique.

### **Indemnité spéciale de sujétions de la filière médico-technique**

#### **Article 13.**

L'indemnité spéciale de sujétions est fixée sur la base ci-après :

| Filière        | Grades   | Montants de référence annuels (en euros) | Coefficients maximum |
|----------------|--|--|----------------------|
| Médico-sociale | Biologiste, vétérinaire et pharmacien de classe normale        | 8872                                     | 0,34                 |
|                | Biologiste, vétérinaire et pharmacien hors classe              | 9813                                     | 0,31                 |
|                | Biologiste, vétérinaire et pharmacien de classe exceptionnelle | 9813                                     | 0,31                 |
|                | Technicien paramédical de classe normale                       | 3173                                     | 0,57                 |
|                | Technicien paramédical de classe supérieure                    | 3315                                     | 0,55                 |

### **Indemnité spéciale**

#### **Article 14.**

L'indemnité spéciale est fixée sur la base ci-après :

| Filière        | Grades                             | Montants de référence annuels (en euros) | Coefficients maximum |
|----------------|------------------------------------|--|----------------------|
| Médico-sociale | Médecin de 2 <sup>ème</sup> classe | 3420                                     | 0,88                 |
|                | Médecin de 1 <sup>ère</sup> classe | 3455                                     | 0,87                 |
|                | Médecin hors classe                | 3660                                     | 0,82                 |

### **Régime indemnitaire liée aux Fonctions, Sujétions, Expertise et Engagement Professionnel (RIFSEEP)**

## Article 15.

### 15.1 Principe et bénéficiaires :

Le Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), instauré pour les agents du Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne, est étendu aux fonctionnaires maintenus en surnombre ainsi que des fonctionnaires momentanément privés d'emploi dans les conditions fixées par la présente délibération.

Il est composé :

- de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)
- et du complément indemnitaire annuel (CIA),

dans la limite des plafonds applicables mentionnés ci-après.

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes et indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu.

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. En revanche, elle demeure cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement ...);
- les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, indemnité dégressive...);
- les dispositifs d'intéressement collectif;
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes ...).

### 15.2 Modalités d'attribution individuelle :

#### Indemnité de fonctions, sujétions et expertise

L'indemnité de fonctions, sujétions et expertise (IFSE) est fixée sur la base ci-après :

| Cadre d'emplois       | Groupe de fonctions | Emplois        | Plancher | Plafond annuel | Plafond mensuel |
|-----------------------|---------------------|----------------|----------|----------------|-----------------|
| Attaché               | 4                   | Autres métiers | 0€       | 3000€          | 250€            |
| Secrétaire de mairie  | 4                   | Autres métiers | 0€       | 3000€          | 250€            |
| Rédacteur             | 3                   | Autres métiers | 0€       | 1800€          | 150€            |
| Adjoint administratif | 2                   | Autres métiers | 0€       | 1500€          | 125€            |
| Agent de maîtrise     | 2                   | Autres métiers | 0€       | 1500€          | 125€            |
| Adjoint technique     | 2                   | Autres métiers | 0€       | 1500€          | 125€            |
| Animateur             | 3                   | Autres métiers | 0€       | 1800€          | 150€            |
| Adjoint d'animation   | 2                   | Autres métiers | 0€       | 1500€          | 125€            |

... / ...

| Cadre d'emplois                         | Groupe de fonctions | Emplois        | Plancher | Plafond annuel | Plafond mensuel |
|---|---------------------|----------------|----------|----------------|-----------------|
| Adjoint du patrimoine                   | 2                   | Autres métiers | 0€       | 1500€          | 125€            |
| Conseiller socio-éducatif               | 2                   | Autres métiers | 0€       | 3000€          | 250€            |
| Assistant socio-éducatif                | 2                   | Autres métiers | 0€       | 1800€          | 150€            |
| Agent spécialisé des écoles maternelles | 2                   | Autres métiers | 0€       | 1500€          | 125€            |
| Agent social                            | 2                   | Autres métiers | 0€       | 1500€          | 125€            |
| Educateur des APS                       | 3                   | Autres métiers | 0€       | 1800€          | 150€            |
| Opérateur des APS                       | 2                   | Autres métiers | 0€       | 1500€          | 125€            |

Le montant individuel attribué fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou de changement de grade à la suite d'une promotion ;
- en l'absence de changement de fonctions, au moins tous les quatre ans, et au vu de l'expérience acquise par l'agent.

#### Complément Indemnitaire Annuel (CIA)

Le CIA pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement personnel de l'agent, appréciés notamment lors de l'entretien professionnel.

Les montants de CIA pouvant le cas échéant être alloués seront déterminés comme suit par cadre d'emplois et groupe de fonctions :

| Cadre d'emplois       | Groupe de fonctions | Emplois correspondants | Montant du CIA               |                  |                  |
|-----------------------|---------------------|------------------------|------------------------------|------------------|------------------|
|                       |                     |                        | Plafond annuel réglementaire | Borne inférieure | Borne supérieure |
| Attaché               | 4                   | Autres métiers         | 3 600 €                      | 0 €              | 3 600 €          |
| Secrétaire de mairie  | 4                   | Autres métiers         | 3 600 €                      | 0 €              | 3 600 €          |
| Rédacteur             | 3                   | Autres métiers         | 1 995 €                      | 0 €              | 2380 €           |
| Adjoint administratif | 2                   | Autres métiers         | 1 200 €                      | 0 €              | 1 200 €          |
| Agent de maîtrise     | 2                   | Autres métiers         | 1 200 €                      | 0 €              | 1 200 €          |
| Adjoint technique     | 2                   | Autres métiers         | 1 200 €                      | 0 €              | 1 200 €          |

... / ...

| Cadre d'emplois                         | Groupe de fonctions | Emplois correspondants | Montant du CIA               |                  |                  |
|---|---------------------|------------------------|------------------------------|------------------|------------------|
|   |                     |                        | Plafond annuel réglementaire | Borne inférieure | Borne supérieure |
| Animateur                               | 3                   | Autres métiers         | 1 995 €                      | 0 €              | 2380 €           |
| Adjoint d'animation                     | 2                   | Autres métiers         | 1 200 €                      | 0 €              | 1 200 €          |
| Adjoint du patrimoine                   | 2                   | Autres métiers         | 1 200 €                      | 0 €              | 1 200 €          |
| Conseiller socio-éducatif               | 2                   | Autres métiers         | 2 700 €                      | 0 €              | 2 700 €          |
| Assistant socio-éducatif                | 2                   | Autres métiers         | 1 440 €                      | 0 €              | 1 440 €          |
| Agent spécialisé des écoles maternelles | 2                   | Autres métiers         | 1 200 €                      | 0 €              | 1 200 €          |
| Agent social                            | 2                   | Autres métiers         | 1 200 €                      | 0 €              | 1 200 €          |
| Educateur des APS                       | 3                   | Autres métiers         | 1 995 €                      | 0 €              | 2380 €           |
| Opérateur des APS                       | 2                   | Autres métiers         | 1 200 €                      | 0 €              | 1 200 €          |

#### Article 16.

Les primes et indemnités visées dans la présente délibération font l'objet d'un versement mensuel, à l'exception du CIA qui peut être versé une fois dans l'année. L'ensemble des montants sont indiqués en euro.

Le montant mensuel global maximal de régime indemnitaire (RI) pouvant être attribué à un fonctionnaire en surnombre ou un FMPE à temps plein en mission est fixé par catégorie ainsi qu'il suit :

catégorie A : 250 € ; catégorie B : 150 € ; catégorie C : 125 €.


Les primes et indemnités visées dans la présente délibération sont proratisées selon la quotité de temps de travail et la durée de la mission ou de la mise à disposition des agents.

Elles sont maintenues dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congés attribués en application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, et notamment de son article 57.

#### Article 17.

Les dispositions de la présente délibération prennent effet au 1<sup>er</sup> juillet 2018. Les délibérations antérieures, susvisées, sont abrogées.

Les dépenses correspondantes sont imputées sur les crédits prévus au budget, compte 63.


  
 Le Président,  
**Jacques Alain BENISTI**  
 Maire de Villiers-sur-Marne